

en trouver d'autres dans les quelque 2200 pages de témoignages et de discussions représentant les travaux du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Les contraintes d'espace ne nous permettent pas d'en faire une analyse détaillée. Ces difficultés ne signifient pas que le gouvernement doit s'abstenir de légiférer pour autant. Le problème est complexe mais ce n'est certes pas le seul problème à présenter un fort

degré de complexité dans les sociétés contemporaines. S'il fallait attendre que toutes les questions soient parfaitement maîtrisées avant que les gouvernements légifèrent, très peu de lois verraient le jour. Tout ce que l'on peut espérer dans les circonstances, c'est que le législateur fasse le meilleur travail possible et conserve une ouverture d'esprit suffisante pour modifier la loi, si elle devait à l'expérience se révéler déficiente.

Apport des universitaires à la politique étrangère

par Geoffrey Pearson

Il y a des signes d'évolution des deux côtés de la barrière qui sépare les politologues qu'intéresse la politique mondiale des diplomates et des hommes politiques qui pratiquent «l'art» de la diplomatie. Des problèmes de langage ont creusé le fossé au cours des 25 dernières années. Autrefois, les dirigeants pouvaient au moins comprendre ce que racontaient les professeurs, même s'ils n'en tenaient pas compte; aujourd'hui, ce n'est qu'avec peine qu'ils arrivent à comprendre le langage des travaux de recherche universitaire, pour ne rien dire des conclusions. Cette situation est d'autant plus ironique que l'un des objectifs primordiaux des nouvelles méthodes d'analyse est précisément de rendre le sens plus clair en cherchant et en mesurant des

éléments comparables de comportement. Mais on ne saurait exonérer les dirigeants de tout blâme.

Pendant trop longtemps les technocrates ont refusé toute innovation, tant par crainte de l'inconnu que parce que la diplomatie est probablement, de tous les arts politiques, celui qui se fonde le plus sur la sagesse et l'intuition traditionnelles. (On ne saurait toutefois prétendre que les faits justifient la tradition.) Il existe néanmoins des pressions évolutives. Si les universitaires doutent qu'un Kepler de la «science» des relations internationales se cache dans les coulisses de l'histoire, les technocrates sont encore moins convaincus que même l'habileté d'un Metternich puisse empêcher l'édifice de l'Etat de s'écrouler.

Il y a toujours eu des «trouble-fête», des personnes qui, en dehors du gouvernement, ont des idées très nettes sur ce qui va bien et sur ce qui va mal dans le monde et qui exhortent les dirigeants à saisir telle ou telle planche de salut. Selon eux, bien sûr, le fond du problème réside dans la façon de penser des technocrates, dans les machinations des gouvernements ou dans le système étatique lui-même. Là n'est pas la question qui nous intéresse. Certains

M. Pearson est président du Groupe d'analyse politique du ministère des Affaires extérieures. Il a passé l'année universitaire 1972-1973 au département des sciences politiques de l'Université de la Colombie-Britannique, à titre de visiteur du service extérieur. M. Pearson fait partie du ministère des Affaires extérieures depuis 1952 et a été affecté tour à tour à Paris, au Mexique et en Inde.